

LE NOUVEAU NOM DE LA PAIX

par Albert Beaudry

Juste avant Noël, j'entendais à la radio le célèbre astrophysicien américain Carl Sagan, l'auteur de *Cosmos*, faire le procès de la «Guerre des Étoiles» et de la politique de réarmement pratiquée par les grandes puissances. Il rappelait simplement qu'au cours de la dernière année, les dépenses militaires mondiales se sont élevées à 1000 milliards de dollars, soit deux fois le total de la dette des pays du tiers monde.

Et il se demandait ce qu'on aurait pu réaliser si le dixième seulement de cette somme avait été appliqué à résoudre le problème de la faim, ou à lutter contre la mortalité infantile dans le tiers monde, ou à combattre l'analphabétisme.

Ces observations semblent tellement évidentes qu'on se surprend d'abord à les trouver banales et à s'étonner qu'une vedette internationale se fatigue à les répéter. Depuis qu'à l'époque coloniale a succédé l'ère du sous-développement, combien de sages et de prophètes, des plus grands hommes d'État jusqu'aux plus humbles coopérants, sont venus nous redire que nous dansons sur un volcan, à force de laisser se creuser le fossé entre peuples privilégiés et nations défavorisées.

Vingt ans après

«Quand tant de peuples ont faim, quand tant de foyers souffrent de la misère, quand tant d'hommes demeurent plongés dans l'ignorance, quand tant d'écoles, d'hôpitaux, d'habitations dignes de ce nom demeurent à construire, tout gaspillage public ou privé, toute dépense d'ostentation nationale ou personnelle, toute course épuisante aux armements devient un scandale intolérable.»

Ce sont les mots de Paul VI, dans *Populorum Progressio*, la grande Encyclique sur le développement des peuples, publiée il y aura exactement vingt ans en mars. Il vaut la peine de relire ce texte fondamental, où sont épelés les graves enjeux de la justice et de la paix, les causes idéologiques (le libéralisme) et

économiques (les termes de l'échange) du sous-développement, et le défi de «construire une civilisation de solidarité mondiale».

Saint Ambroise enseignait déjà que «la terre est donnée à tout le monde, et pas seulement aux riches». Paul VI traduit: «Il ne s'agit pas seulement de vaincre la faim ni même de faire reculer la pauvreté. Le combat contre la misère, urgent et nécessaire, est insuffisant. Il s'agit de construire un monde où tout homme, sans exception de race, de religion, de nationalité, puisse vivre une vie pleinement humaine, affranchie des servitudes qui lui viennent des hommes et d'une nature insuffisamment maîtrisée; un monde où la liberté ne soit pas un vain mot et où le pauvre Lazare puisse s'asseoir à la même table que le riche.»

Le village global

Cet appel à la justice et à la solidarité n'est pas resté complètement sans réponse: l'aide au développement est devenue un poste au budget de l'État, modeste il est vrai et trop souvent détourné au profit de nos entreprises; de nombreux organismes privés de coopération internationale subventionnent des micro-projets et supportent le travail des coopérants; des scènes atroces de famine, les images des camps de réfugiés, l'exode des «boat people» réveillent périodiquement la générosité du public.

Mais, au plan des causes et des solutions à long terme, celles qui concernent les rapports économiques internationaux, comme le marché des matières premières, la nouvelle organisation internationale du travail ou la dette du tiers monde, nous ne sommes pas au bout de nos peines. Or il ne s'agit plus simplement de défendre de nobles idéaux: le tiers monde s'est rapproché. Nous le côtoyons chaque jour.

Voici quelques mois, les officiers du ministère fédéral de l'Immigration ont eu la surprise de voir arriver dans leurs

bureaux une vague de demandeurs de refuge en provenance du Ghana. Pour quoi, tout à coup, des Ghanéens? Probablement parce que, quelque temps auparavant, le Nigéria avait décidé de refouler à ses frontières tous les travailleurs et ressortissants originaires des pays voisins. C'est ainsi que des dizaines de milliers de Ghanéens, après avoir dû traverser le Mali et le Togo, se sont retrouvés dans leur pays d'origine, mais sans ressources et sans espoir de subsistance. Leur dernier recours: émigrer. Et pourquoi pas au Canada puisqu'il paraît qu'on y accueille assez bien ceux qui réussissent à y présenter directement leur demande d'asile?

Combien d'entre nous se sont jamais vraiment inquiétés de l'économie du Nigéria? Aujourd'hui, c'est dans les rues de Toronto et de Montréal qu'on peut en observer les retombées, conséquences, en fait, de l'échec de l'économie du développement en Afrique de l'Ouest. Et quand on se rappelle que le Nigéria est aujourd'hui un pays de plus de 100 millions d'habitants, et qu'il vient de négocier avec les banquiers du «club de Paris» un rééchelonnement de sa dette, on est bien obligé de se rendre compte que le développement nous intéresse: entre la dette du Nigéria et nos nouveaux voisins, il n'y a qu'un billet d'avion.

* * *

Les articles de ce numéro reprennent trois aspects du problème du développement: la dette du tiers monde, qui illustre et structure aujourd'hui les rapports entre pays riches et pays pauvres; l'éducation au développement, qui représente la condition indispensable à un changement de politique dans les pays du Nord; les problèmes que suscite dans notre milieu la migration de population provoquée par le maldéveloppement.

De trois manières, ils nous indiquent notre véritable intérêt car ce qui se joue derrière ces déplacements de capitaux, de travail et de peuples, c'est la paix du monde. «La paix ne se réduit pas à une absence de guerre, fruit de l'équilibre précaire des forces, disait Paul VI, elle se construit jour après jour, dans la poursuite d'un ordre voulu de Dieu, qui comporte une justice plus parfaite entre les hommes.» ■

LA DETTE DU TIERS MONDE

par Bonnie Campbell et Gilles Duruflé

L'endettement du tiers monde, c'est un peu l'épée de Damoclès suspendue au-dessus du système financier international et de tous les efforts de développement. S'y arrêter, c'est découvrir les rapports de forces économiques et politiques qui structurent notre monde, et l'impasse où ils mènent. Bonnie Campbell enseigne l'économie politique à l'UQAM; Gilles Duruflé est spécialiste de l'économie du développement en Afrique. L'article ci-dessous résume une entrevue qu'ils nous accordaient, le 3 décembre dernier.

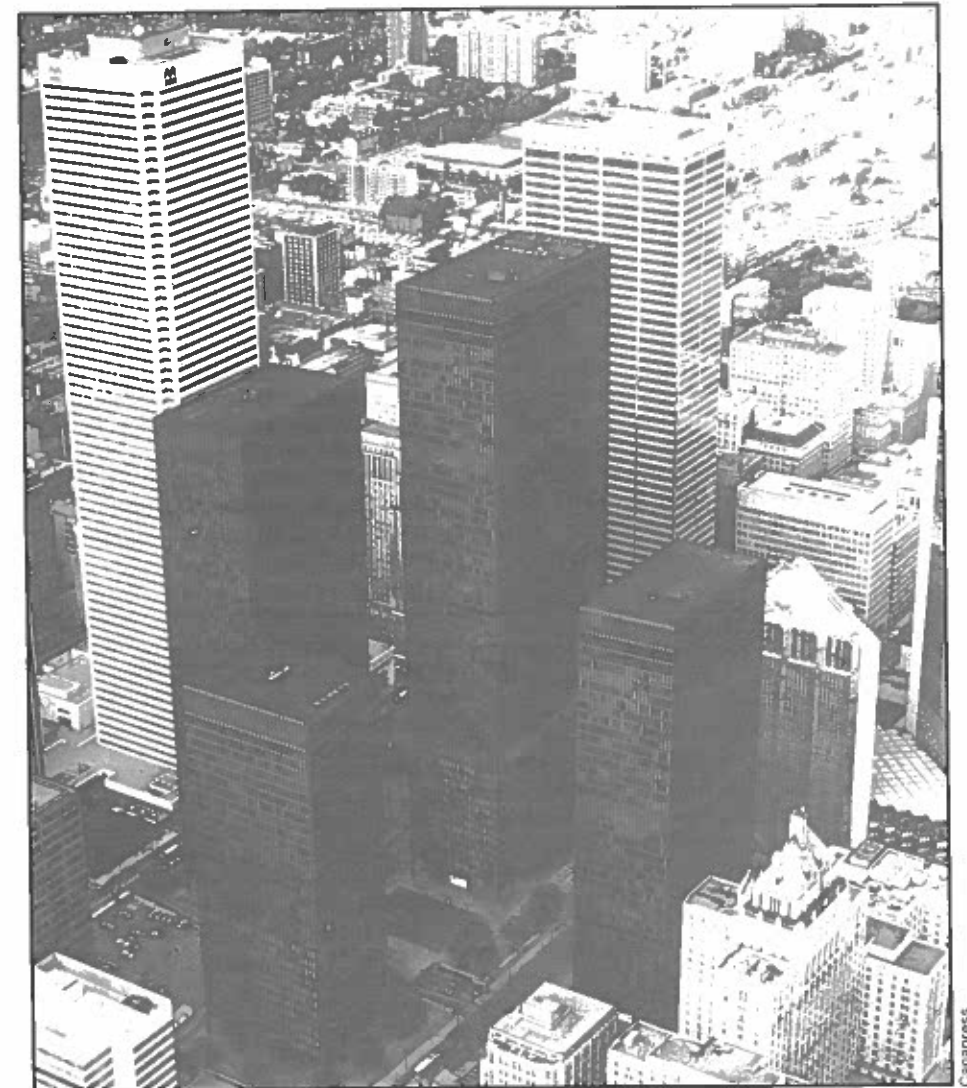
On peut lire dans les journaux que la dette du tiers monde se chiffre actuellement à quelque 1000 milliards de dollars. Le chiffre, à lui seul, confond l'imagination. Mais quand on parle de dette dans ce contexte, de quoi s'agit-il?

On appelle dette le montant des fonds transférés d'un créancier (une banque privée, un organisme de financement international, les agences de coopération des pays de l'OCDE, par exemple) à un débiteur (comme le gouvernement d'un pays en voie de développement) et qui donnent lieu à des remboursements à échéance fixe.

Évidemment, ce ne sont pas là les seuls argents qui reviennent du tiers monde vers les pays industriels. Les investissements (pensons à l'implantation d'une multinationale dans une zone franche du Sud-Est asiatique) entraîneront le versement de dividendes et le rapatriement de bénéfices vers la maison-mère. Il y a donc de grosses sommes qui remontent déjà du Sud vers le Nord, avant même qu'il soit question de rembourser les intérêts ou les tranches de l'emprunt.

Une dette, c'est relatif

On distingue la dette «brute» de la dette «nette». La dette brute, c'est ce que A a emprunté de B, indépendamment de ce que A a prêté à B; la dette



Toronto: les grandes banques canadiennes